

LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

copie à Véronique Riotton, députée de la 1ère
circonscription de la Haute-Savoie
à Frédérique Lardet, députée de la 2ème
circonscription de la Haute-Savoie

JE N'EXCUSE PAS ...!

Monsieur le Président,

Votre lettre appelant à *un grand débat* et posant aux Français un certain nombre de questions importantes, ma réponse se situera à deux niveaux :

----> En préambule, **j'excuse** la partie sincère du mouvement des gilets jaunes qui, à mon sens, prolonge à sa façon la réflexion et l'action initiée par votre mouvement En Marche, créé au départ *pour vivre ou faire vivre la politique autrement*. 2017 a vu, bien entendu, votre élection à la Présidence de la République mais en vous glissant sans difficulté et même avec une certaine gourmandise dans les habits de "Président jupiterien", vous semblez avoir un peu oublié cet objectif initial ce que **j'excuse** bien volontiers. Il me semble, cependant, que votre jeunesse, votre adaptabilité et votre ouverture d'esprit vous permettront de retrouver une part de ce projet initial, notamment *le côté participatif*.

----> Dans un deuxième temps, **je n'excuse pas** certaines anomalies et me permets de formuler quelques remarques et propositions afin d'apporter ma contribution personnelle :

° Au niveau fonctionnement des institutions de la République, la première amélioration nécessaire tient à la représentation plus juste du peuple promise par François Hollande et non réalisée. **Je n'excuse pas** ce retard. Une part nécessaire (et suffisante) de *proportionnelle dans les élections législatives* est indispensable pour que l'ensemble du peuple français soit correctement représenté (sans toutefois déstabiliser le fonctionnement du gouvernement, façon 4ème république). À ce sujet, le système municipal paraît être un bon modèle.

Il conviendra peut-être également de ré-examiner le bien-fondé du quinquennat tel qu'il fonctionne actuellement, sans respiration républicaine occasionnée par des législatives intermédiaires.

° Au niveau justice fiscale, **j'excuse** la volonté d'aller vite pour être efficace mais

affirme qu'il eut été plus efficace de parler de *moratoire* et pas de suppression de l'ISF (même transformée en IFI). Moratoire de trois ans, par exemple, avec examen approfondi du résultat à l'issue de cette période, afin de voir si l'argent économisé a bien été réinvesti dans le monde de l'entreprise ou pas.

° Au niveau fiscalité écologique, les différents gouvernants de notre pays ont depuis 30 ans favorisé le diesel sans retenue et **je n'excuse pas** leur insistance à ne pas tenir compte des explications des médecins sur sa dangerosité. Compte tenu de cette incohérence politique, il aurait fallu être plus souple et faire remonter moins brutalement la taxation du diesel au niveau de celle de l'essence ; ceci devra par ailleurs être accompagné d'explications circonstanciées à visée pédagogique.

° Au niveau baisse des dépenses de l'État, ce n'est évidemment pas sur les effectifs de policiers ou d'infirmières qu'il faut agir mais sur un certain nombre de dépenses emblématiques :

- Les dépenses induites "à vie" par les anciens Présidents de la République (y compris les huit gendarmes qui ont gardé pendant des années et gardent peut-être encore le château inoccupé de Jacques Chirac).

- Les dépenses induites par les anciens Présidents de l'Assemblée nationale

- Les dépenses très discutables induites par les membres trop nombreux du CESE, payés 3700 €/mois même s'ils sont absents.

- Les dépenses inutiles liées aux organismes fantômes comme la CNDP présidée par Chantal Jouanno affublée d'une paye aberrante de 14666 € par mois et dont **je n'excuse pas** la fausse démission.

- La cagnotte de 1,5 milliard d'euros accumulée un peu abusivement par les Sénateurs avec l'argent des Français.

- Certains fonctionnaires payés abusivement pour un travail qu'ils n'effectuent pas, notamment au niveau des deux Assemblées parlementaires.

- Les élus qui, ne montrant pas vraiment l'exemple ou peu conscients du problème, occupent des logements sociaux (même une personnalité comme Simone Veil alors qu'elle était ministre de la santé).

- À la limite, tout le protocole un peu ridicule de la République française, avec en particulier ces véritables potiches institutionnelles que sont les gardes républicains, serait à dépoussiérer.

- Etc, etc.

° À propos des retraités, trop rapidement accablés fiscalement, **je n'excuse pas** le retard pris dans la mise en oeuvre d'une *réduction du train de vie de l'État* comme énoncé ci-dessus et qui aurait pu atténuer ce matraquage.

° Au niveau services publics, **je n'excuse pas** la suppression aberrante des maternités dites de campagne ou des petits hôpitaux possédant un service d'urgence qui rendent des services infiniment précieux à la population, le tout pour des raisons technocratiques (RGPP et autres) et alors que la consigne est désormais de limiter les déplacements pour cause de réchauffement climatique. De même, il est indispensable

de réinstaller le corps médical et paramédical à la tête des établissements hospitaliers qui perdent complètement et dangereusement de leur humanité. Comme l'explique Agnès Buzyn, l'hôpital ne sera jamais une entreprise.

° Au niveau des petits salaires qui ont du mal à boucler les fins de mois, **j'excuse** le souci évidemment utile de parvenir à les conforter dans un travail rémunérateur plutôt que de se complaire dans un système d'aides trop important. Néanmoins, commencer par baisser les APL même de 5 €/mois en même temps qu'annoncer la suppression de l'ISF n'était pas très heureux, 5€ représentant pour beaucoup d'étudiants une somme non négligeable.

° Au niveau scolaire et dans le même esprit d'aide au travail, il est indispensable de continuer à faire progresser l'apprentissage et la formation alternée à l'image de la Suisse voisine où l'emploi des jeunes se porte bien mieux que chez nous.

° Au niveau écologique en général, **je n'excuse pas** vraiment l'impression que vous donnez d'être inféodé à un certain nombre de lobbies depuis le lobby du vin (quoique vous disiez, l'alcool nuit à notre santé et à la vôtre également) jusqu'au lobby des grands céréaliers qui s'arrangent pour faire supprimer les aides aux agriculteurs bio ou empêchent la suppression du glyphosate (qu'ils font utiliser larga manu en Ukraine pour leurs besoins), en passant par le lobby du nucléaire (notre ligne Maginot, encore solide mais trop cher et dépassé).

° Enfin, au niveau sécurité routière, le 80 km/h imposé sur les routes secondaires ou départementales qui apparemment chiffonne une majorité de gilets jaunes est en soi une bonne mesure et **j'excuse** la détermination du Premier ministre sur le sujet. Néanmoins, dans un premier temps, il aurait été plus efficace et plus pédagogique de l'imposer sur les routes connues et reconnues pour être meurtrières.

Pour en terminer de ce devoir civique, **merci d'excuser**, Monsieur le Président, mon souhait de vous voir agréer l'expression de mes sentiments à la fois républicains et respectueux

le 15 janvier 2019,

Dr Jean-Charles Vandenabeele
Élu d'Annecy et ancien Président du MoDem 74